

Garder santé et colère, humour et détermination !

A situation sans précédent, journal syndical atypique !...

Merci à notre camarade Claudine (aujourd'hui dans les Yvelines) d'avoir croqué ces moments si particuliers du confinement avec la légèreté du crayon et de l'aquarelle.

Même les travaux ménagers nous laissent sous le charme des couleurs, du ton, de l'ambiance ...de l'humour....

Paradoxe ! Ces petits

chefs d'œuvre saisis au vol font de ce numéro une parution légère.

Ce bon moment nous ferait presque oublier tout le reste.

Les textes nous replongent cependant dans cette situation aux questions multiples, inquiétantes : services publics essorés, personnels de santé maltraités, retraité.e.s reclassé.e.s en personnes âgées, système de santé vacillant, personnes fragilisées oubliées, protection sociale attaquée ...

Et puis des dépenses colossales qu'il était jusqu'à présent impossibles de mobiliser ...

Tant de questions qui étaient, qui sont et qui resteront au cœur de nos réflexions, débats, mobilisations jusqu'à nous faire entendre pour que les jours d'après construisent le vrai changement.

Pour le groupe d'animation confiné mais pas résigné,

**Eliane Mathé avec
Françoise Célérier**

Confinement en images



Confinés dans un camping !

Cette mésaventure est arrivée à deux camarades militants de la SFRD.

Après avoir vendu et libéré leur maison, ils n'ont pu emménager à leur nouveau domicile. Ils racontent dans nos pages et par le dessin ce drôle de confinement ...

Dans ce numéro :

Au CDFN du 5 mai	2
Le Conseil Départemental interpellé	3
Quotidien ré-inventé	4

Contribution des retraité.e.s au Conseil National de la FSU (le 5 mai)

Les 17 millions de retraité.e.s sont particulièrement touchés par la pandémie, notamment les personnes concernées par la perte d'autonomie. Cette catastrophe accentue les dégâts de politiques d'austérité successives et aujourd'hui de décisions contradictoires masquant mal la pénurie de matériel indispensable et le manque de personnels. Les conséquences sont tragiques tant chez les personnels que chez les pensionnaires des EPHAD et conduisent à une surmor-

ministre continuent à faire des plus de 65 ans une catégorie à part. Quelles mesures pour la protection de toutes et tous, actifs et retraité.es ?

Depuis des années, sans interlocuteur officiel, les retraité.e.s n'ont pas de lieu où se faire entendre pour discuter de leur situation : évolution des pensions, autonomie... sans parler de taxations spécifiques.

Dans ces temps rudes, l'activité syn-

l'autonomie et sa prise en charge à 100% dans le cadre de la branche maladie de la Sécu, une loi grand âge conforme aux attentes, le recrutement massif de personnels de san-

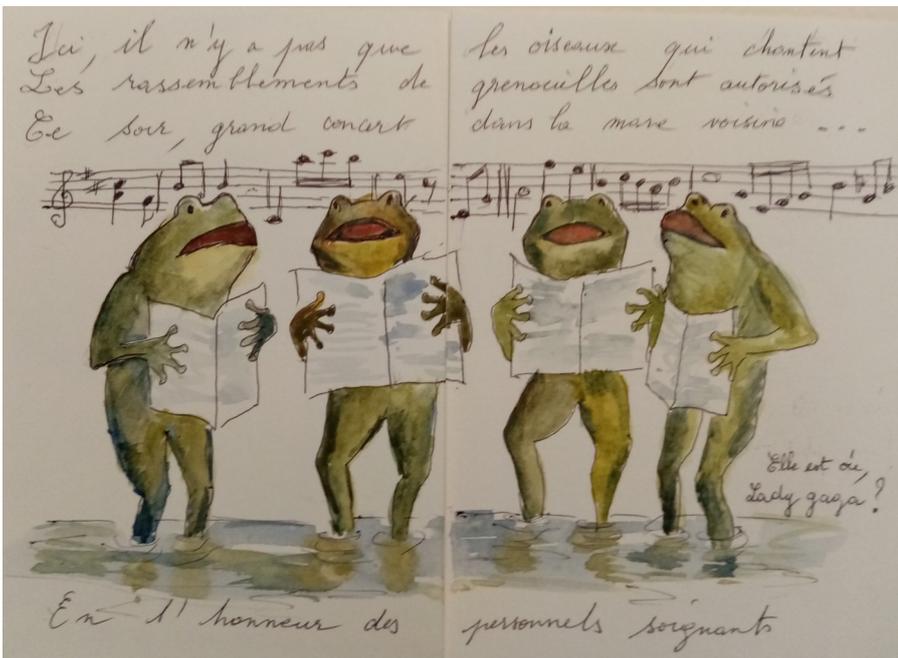
La crise appelle une toute autre répartition des richesses .

té, du médico- social, un accès à un logement correct, aux transports, à la culture, etc. Elles et ils ne cessent d'exiger l'arrêt de l'asphyxie budgétaire des hôpitaux publics, la réouverture de services et de milliers de lits, la création de centres de santé publics.

Les retraité.es rappellent qu'ils sont d'anciens salariés et qu'à ce titre, la retraite n'est pas une allocation minimale ni un filet de protection mais un droit. Il n'est pas question que la pension continue à n'être qu'une variable d'ajustement. Dans ce cadre, ils réaffirment l'exigence d'une revalorisation des pensions sur le salaire moyen et le rejet, avec les actifs, de la réforme des retraites à points.

Les dépenses accrues de l'Etat, le déficit de la Sécurité Sociale, celui de l'UNEDIC sont de plus en plus évoqués par une partie des responsables politiques et des medias. Dans les jours et semaines à venir, une question essentielle va monter : qui paiera ? Les premiers de cordée ou les premiers de corvée ?... La satisfaction des revendications de l'ensemble du monde du travail et donc des retraité.e.s appelle une toute autre répartition des richesses. Elle contribuerait ainsi à ouvrir la voie à une société plus solidaire, débarrassée de la prééminence de la finance. Les retraité.e.s comme les actif/ves refuseront de payer pour rembourser les méfaits d'une politique.

La crise sanitaire révèle l'échec patent des choix libéraux qui ont prévalu jusqu'à ce jour. Avec les actifs, les retraité.e.s réfléchissent au jour d'après et défendent notamment la nécessité de services publics modernisés partout sur le territoire.



talité dans ces établissements (40% des décès) malgré le confinement. Les décès à domicile s'élèveraient à 9000 depuis le début de la crise. Les incessants reports d'une loi « grand âge » se font cruellement sentir. La gestion de la crise sanitaire à l'égard des retraité.e.s confirme qu'ils sont considérés comme des citoyens de seconde zone, improductifs et inutiles, voire un fardeau. Les exemples abondent : décès en EHPAD dans un premier temps non comptabilisés, grande difficulté d'accès à l'hôpital et aux respirateurs, silence total pour les personnes en perte d'autonomie à domicile. Les dispositifs de protection manquent dramatiquement, notamment en EHPAD. L'hypothèse d'une sortie du confinement à l'âge semble avoir été abandonnée mais les annonces du premier

dicale est difficile mais indispensable pour maintenir les liens, informer, développer les solidarités et continuer à agir.

Au plan local et national, les retraité.es de la FSU agissent dans l'unité pour assurer la protection de toutes et de tous. Le plus souvent à l'initiative des SFR, dans plus de 50 départements, les préfets, les conseils départementaux, les ARS ont été interpellés par les organisations de retraité.es du groupe des 9. Elles leur ont rappelé leurs responsabilités et nos exigences.

Plus que jamais, les retraité.es de la FSU défendent des revendications dont l'actualité confirme la pertinence : le 100 % sécu, la création en nombre d'EHPAD publics, la nécessité d'un grand service public de

Le département doit nous écouter !

A l'initiative de Albert DEAU, Délégué de la FGR-FP au Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie, la FGR-FP, la FSU, la CGT, Solidaires et LSR se sont adressés au Président de Conseil départemental et à la Présidente du CDCA le 28 avril.

« Nos organisations de retraités s'adressent à vous pour vous faire part de leurs plus vives inquiétudes concernant l'épidémie de COVID-19 singulièrement pour les retraités.es.

Que la Région des Pays de La Loire, et en son sein le département de La Vendée, figurent parmi les moins impactés au plan national en nombre de cas de contaminations est un motif de satisfaction et d'inquiétude.

Satisfaction, car le confinement porte ses fruits et le nombre de cas en est réduit d'autant.

Inquiétude car cela signifie que l'immunité collective est inexistante.

Le confinement, mesure nécessaire et efficace, est aussi une mesure par défaut. L'objectif d'en sortir nous ramène presque à la case départ.

Pour autant, en sortir est une nécessité et ce n'est pas moins vrai pour tous les retraités.es. Pour eux et pour elles, les liens sociaux sont essentiels. A protéger strictement l'être biologique séparément de l'être social, on génère de nombreuses conséquences négatives. Du repli sur soi à la perte du goût à la vie, un syndrome de glissement se manifeste. Cela est d'autant plus vrai pour les personnes les plus fragiles (notamment les personnes âgées et dépendantes) : les plus vulnérables au coronavirus sont aussi les plus vulnérables à la perte d'humanité.



Des mesures plus supportables sont nécessaires pour offrir espoir et perspective tout en assurant prévention et précaution (gestes barrière, distanciation sociale, dépistage).

Le département est en première ligne, avec les hôpitaux, pour faire face à cette épidémie gravissime, dont les personnes les plus âgées ou les plus fragiles sont les premières victimes.

Les résidentes et les professionnels des EHPAD, vivent en ce moment une situation critique éprouvante, humainement et professionnellement, de même que celles et ceux confinés à la maison, parfois seules, ainsi que leurs aidants ou soignants.

Avec nos membres du CDCA, nous entendons être associés à cet effort commun qu'il convient de partager. Nous savons qu'il s'inscrira dans la durée, au-delà du 11 mai qui reste un objectif.

Nous avons besoin de savoir comment notre département réagit précisément à cette épidémie. Nous vous demandons donc de bien vouloir nous informer de la situation et des mesures particulières prises. Nous vous soumettons le questionnaire suivant :

Qu'en est-il de la situation (approvisionnement, champs couverts) en matière de protection (masques, gel hydroalcoolique, ...), notamment pour les établissements, dont les EHPAD mais aussi les services d'accompagnement et de soins à la personne ?

Quelle est, plus spécifiquement, la situation des personnels impactés (nombre, état sanitaire, remplacements) ? Qu'en est-il des difficultés des organismes d'aide et de soin à la personne et de leur pérennité ? Quelles actions, quelles aides sont prises ou envisagées ?

Quelles perspectives pour l'après 11 mai, pour l'ensemble des retraités.es, tant en terme de protection que de dépistage (nombre de tests, commandes



propres au département, déploiement) ?

Quelles sont les modalités de confinement et de distanciation au sein des EHPAD du département et leur évolution pour recréer du lien social ?

Cette liste ne prétend pas à l'exhaustivité, nous sommes demandeurs de toute information complémentaire concernant la situation de notre département.

Cette pandémie révèle, un peu plus chaque jour, les conséquences des politiques de santé austéritaires menées depuis des années : des dizaines de milliers de lits ont été fermés dans les hôpitaux publics, les EHPAD connaissant un manque de personnels et de places flagrant.

Les mesures présentées comme contribuant à la réduction des déficits publics et à la bonne gouvernance sanitaire et budgétaire n'ont abouti qu'à la dégradation de l'offre et de la qualité du service public. Un nouveau déficit a été creusé : social et humain !

Nos organisations l'ont dénoncé en son temps. Nous avons été notamment, et nous sommes toujours, aux côtés des personnels et des usagers des EHPAD pour soutenir leurs revendications, de même pour l'hôpital public, ses personnels et ses usagers. L'absence de réponse à la hauteur des enjeux, la poursuite de la logique libérale et comptable, nous en payons le prix. Avec le COVID-19, c'est le prix fort. Chacun est en mesure de voir, comme jamais, combien les conditions de vie et de santé des personnes retraitées, des personnes vulnérables ou dans le grand âge en dépendent. Il faudra ensemble en tirer les leçons.

Dans l'attente ... »

« Nous entendons être associés ... »

F.S.U.85

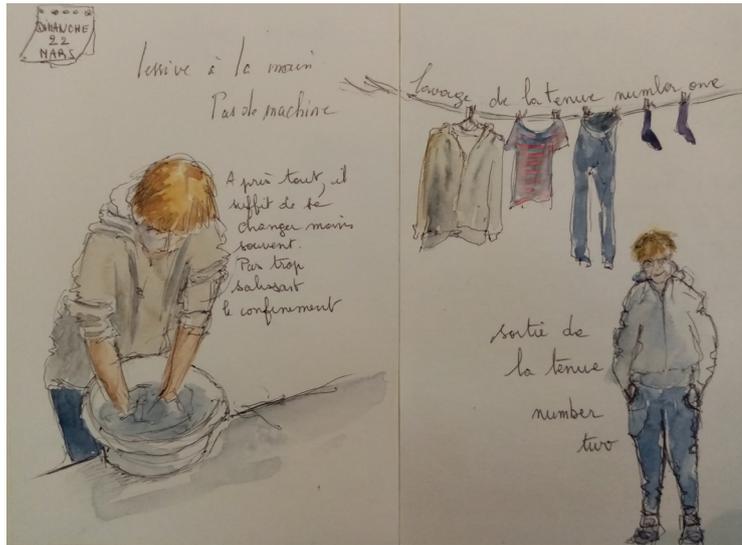
S.F.R.

Pôle associatif
71 bd Aristide Briand
(Rez-de-chaussée, porte C)
BP 01

85001 La Roche-sur-Yon Cedex
tél + fax : 02-51-05-56-80
courriel : retraites@fsu85.fr

Rédaction: F.Bourdet, F.Célerier,
J.P.Chotard, A. Deau, J.P.Majzer,
P.Marton, E.Mathé, C.Rivé

Quotidien improvisé



Tâches ménagères



**Vous pouvez aussi
nous retrouver
sur
<http://sd85.fsu.fr/>
à la rubrique
« retraite »**



Premier « drive » ...

Autorisation de sortie

